



Rapport sur le Programme de la sécurité humaine du Canada

2000-2001 et 2001-2002



Programme de la sécurité humaine du Canada :

Protection des civils

Renforcer les normes juridiques, accroître les ressources et conforter la volonté politique de la communauté internationale de réduire le coût humain des conflits armés

Prévention des conflits

Renforcer l'aptitude de la communauté internationale à prévenir ou résoudre les conflits violents

Sécurité publique

Mettre en place un corps d'experts et des ressources pour faire échec aux menaces que posent le terrorisme, le trafic des drogues illicites et les activités criminelles transnationales

Gouvernance et responsabilisation

Promouvoir la responsabilisation des institutions publiques et privées vis-à-vis la démocratie et les droits de la personne, et renforcer l'aptitude de la communauté internationale à traduire en justice les auteurs de violations graves des droits fondamentaux

Opérations de soutien de la paix

Accroître l'aptitude de la communauté internationale à entreprendre une gamme plus vaste d'opérations de soutien de la paix pour répondre à l'évolution des besoins

Recherche et communications

Faire mieux connaître et comprendre les dossiers de la sécurité humaine au Canada et à l'étranger

*Photo page couverture : réfugiés afghans au camp de Nasir Bagh, Pakistan, près de Peshawar (2000).
Photo : HCR/R. LeMoyné*

■ Sécurité humaine

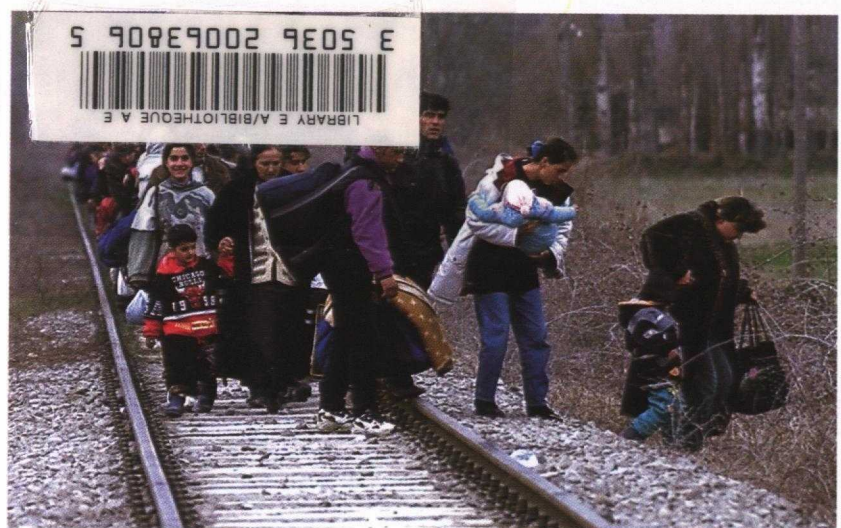
Les priorités établies par le Canada en ce qui a trait à la sécurité humaine visent à protéger les gens contre les atteintes systématiques à leurs droits, à leur sécurité et à leur vie, en particulier en les mettant à l'abri des menaces de violence. La sécurité humaine place l'être humain au cœur de la politique étrangère et vient ainsi s'ajouter à la sécurité de l'État, qui jusqu'à récemment revêtait une importance presque exclusive. Elle englobe toute une gamme d'approches pour prévenir ou résoudre les conflits violents, assurer la protection des populations civiles dans les zones de conflit et renforcer l'aptitude des États à mieux protéger leurs citoyens.

■ Programme de la sécurité humaine

Le Programme de la sécurité humaine du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a été mis sur pied pour faire face aux menaces qui pèsent sur la sécurité humaine, conformément à l'engagement pris par le gouvernement dans le discours du Trône de 1999. Ce programme de cinq ans, doté d'un budget de 50 millions de dollars, sert à effectuer des investissements stratégiques dans la création de capacités nationales, le leadership diplomatique et la défense des droits, la consolidation des mécanismes multilatéraux, ainsi que dans des initiatives précises qui aident la communauté internationale à réagir face aux menaces à la sécurité humaine. Depuis son lancement en juin 2000, le Programme de la sécurité humaine a appuyé plus de 250 projets au Canada et à travers le monde.

Les organisations canadiennes et internationales peuvent présenter des demandes de financement au Programme de la sécurité humaine. Pour plus de détails, prière de s'adresser au :

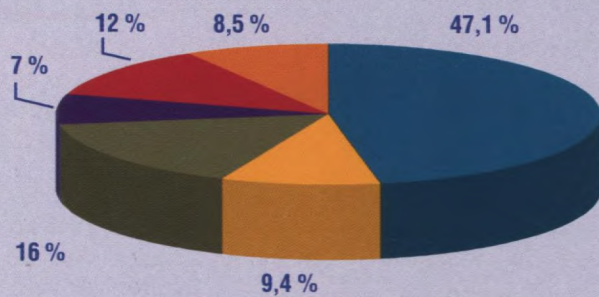
Programme de la sécurité humaine
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2 CANADA
Courriel : securite.humaine@dfait-maeci.gc.ca
Site web : www.securitehumaine.gc.ca



Blace, Macédoine (mars 1999) : des réfugiés kosovars traversant la frontière macédonienne peu après le début des bombardements de l'OTAN en Yougoslavie.

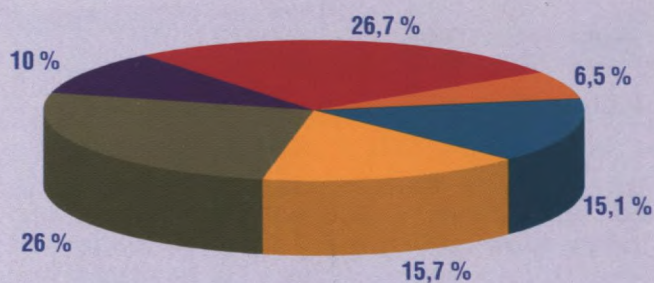
Dépenses par secteur thématique

Exercice 2000/2001



Exercice 2000/2001	Secteur thématique	Dépenses	Nombre de projets
	Protection des civils	4 344 869	15
	Opérations de soutien de la paix	863 178	6
	Prévention des conflits	1 480 788	20
	Sécurité publique	649 186	5
	Gouvernance et responsabilisation	1 107 895	20
	Recherche et communications	788 087	14
	Total	9 234 003 \$	80

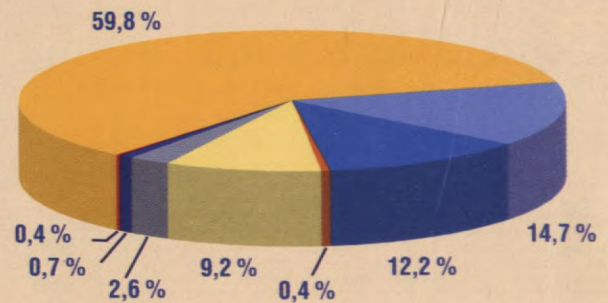
Exercice 2001/2002



Exercice 2001/2002	Secteur thématique	Dépenses	Nombre de projets
	Protection des civils	1 475 072	17
	Opérations de soutien de la paix	1 537 929	16
	Prévention des conflits	2 546 342	37
	Sécurité publique	982 628	14
	Gouvernance et responsabilisation	2 614 226	39
	Recherche et communications	633 685	5
	Total	9 789 883 \$	128

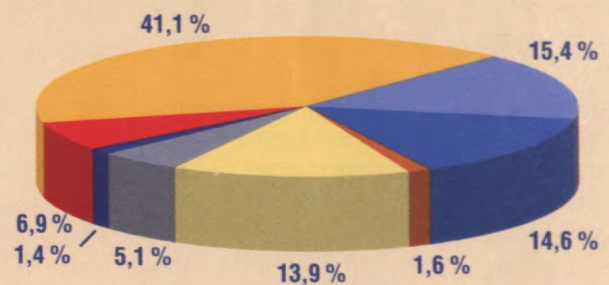
Dépenses par secteur géographique

Exercice 2000/2001



Exercice 2000/2001	Secteur géographique	Dépenses	Nombre de projets
	Afrique	1 126 466	19
	Europe	42 000	3
	Amérique latine	846 000	15
	Moyen-Orient	242 100	3
	Asie du Nord	65 950	2
	Asie du Sud	35 000	3
	Organisations multilatérales	5 522 987	18
	Canada	1 353 500	17
	Total	9 234 003 \$	80

Exercice 2001/2002



Exercice 2001/2002	Secteur géographique	Dépenses	Nombre de projets
	Afrique	1 429 995	31
	Europe	155 568	8
	Amérique latine	1 365 237	16
	Moyen-Orient	496 870	11
	Asie du Nord	131 526	2
	Asie du Sud	675 575	15
	Organisations multilatérales	4 025 451	33
	Canada	1 509 661	12
	Total	9 789 883 \$	128

Exemples de projets financés par le Programme de la sécurité humaine

Secteurs thématiques

GOVERNANCE ET RESPONSABILISATION

Cour pénale internationale

La Cour pénale internationale est la première institution internationale permanente jouissant d'une juridiction qui englobe le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans la campagne en vue de faire adopter en juillet 1998 le Statut de Rome, qui institue la CPI. En 2000, fidèle à son engagement de créer une institution solide et efficace, le Ministère a lancé la Campagne canadienne en faveur de la CPI (www.cpi.gc.ca). Grâce au Programme de la sécurité humaine, cette campagne a, depuis lors, parrainé pas moins de 18 conférences, séminaires et ateliers dans toutes les régions du monde pour aider les pays signataires à se doter des moyens pour ratifier le Statut de Rome et respecter les obligations qu'il leur impose. Le Statut est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002.

OPÉRATIONS DE SOUTIEN DE LA PAIX

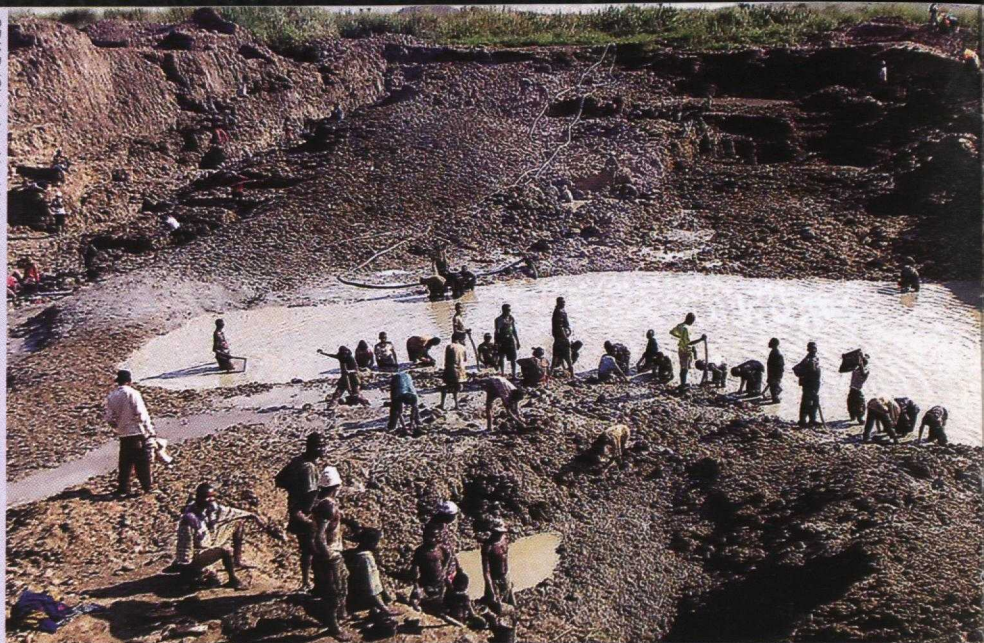
Formation sexospécifique et missions de paix

Le Royaume-Uni et le Canada (par l'entremise du Programme de la sécurité humaine) ont collaboré à la mise au point d'un cours de formation destiné aux gardiens de la paix militaires et civils. Ce cours modulable d'une durée de deux jours et demi (www.genderandpeacekeeping.org) est axé sur une perspective sexospécifique de la consolidation et du maintien de la paix, dans le contexte du droit international humanitaire, de la violence sexuelle et des déplacements forcés.

PROTECTION DES CIVILS

Le devoir de protéger

En septembre 2000, le Programme de la sécurité humaine a créé la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États pour promouvoir la recherche d'un consensus au sein de la communauté internationale au sujet du rôle que cette dernière doit jouer pour protéger les individus. Dans son rapport final, intitulé *La responsabilité de protéger* (www.iciss-ciise.gc.ca), la CIISE présente une nouvelle approche constructive de la question, mettant en évidence l'obligation qu'ont les États d'assurer la protection de leurs ressortissants.



Bakua Bowa, République démocratique du Congo : à la recherche de diamants dans la mine de Kabuebue. (2001)

PRÉVENTION DES CONFLITS

Le Processus de Kimberley et les diamants de la guerre

Le Canada joue un rôle important au sein du Processus de Kimberley, qui vise à créer un mécanisme international de certification pour renforcer les contrôles sur le commerce de diamants bruts et empêcher que les diamants de la guerre ne soient vendus sur les marchés licites. Le Programme de la sécurité humaine a organisé et financé une réunion des responsables du Processus de Kimberley qui a eu lieu à Ottawa en mars 2002.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Lutte antiterroriste

Le Programme de la sécurité humaine a appuyé la mise au point d'une loi type pour aider les pays du Commonwealth à appliquer les conventions antiterroristes de l'ONU et la résolution 1373 du Conseil de sécurité. Cette initiative, dirigée par le Secrétariat du Commonwealth, leur a permis d'aligner leurs lois nationales sur les normes internationales.

RECHERCHE ET COMMUNICATIONS

Consortium canadien sur la sécurité humaine

Avec l'appui du Programme de la sécurité humaine, le Consortium canadien sur la sécurité humaine (www.securitehumaine.info) réunit des représentants des milieux universitaires, de la société civile, des gouvernements et des institutions internationales dans le but de promouvoir des recherches consacrées à la sécurité humaine et à la formulation des politiques dans ce domaine.

Exemples de projets financés par le Programme de la sécurité humaine

Secteurs géographiques

AMÉRIQUE LATINE

Conférence sur les droits de la personne dans les Amériques

Le Programme de la sécurité humaine a aidé des ONG des quatre coins du continent à prendre part à une conférence organisée par l'Institut interaméricain des droits de l'homme qui a eu lieu parallèlement à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains en juin 2001. Les participants se sont penchés sur les moyens de promouvoir et de renforcer la protection systématique des droits fondamentaux dans les Amériques.

MOYEN-ORIENT

Formation aux droits fondamentaux destinée aux juges et aux policiers en Jordanie

Grâce à l'appui du Programme de la sécurité humaine, la commission jordanienne des droits de l'homme a donné aux juges et aux policiers des cours de formation concernant leurs obligations en ce qui a trait aux droits fondamentaux, y compris leurs rapports avec la loi islamique (charia).

AFRIQUE

La radio au service de la consolidation de la paix au Libéria et en Sierra Leone

Le Programme de la sécurité humaine a appuyé le travail des Talking Drum Studios, qui produisent des émissions radiophoniques au Libéria et en Sierra Leone et contribuent aux efforts de sensibilisation communautaire visant à favoriser la réconciliation et à instaurer un climat propice à la paix.

ASIE DU SUD

Le problème des armes légères en Asie méridionale

Avec l'appui du Programme de la sécurité humaine, l'ONG South Asia Partnership a organisé une série de consultations nationales et une réunion régionale de représentants de la société civile en Asie du Sud dans le but de préparer la conférence de l'ONU sur les armes légères en 2001 et d'encourager les parties intéressées à intervenir au niveau national et régional dans le dossier de la prolifération des armes légères et de petit calibre.

ASIE DU NORD

Un dialogue sur les liens entre le pétrole et les conflits en Asie centrale

Le Programme de la sécurité humaine a appuyé un projet mis au point par Alternatives, une ONG montréalaise, pour encourager le dialogue au sujet des liens entre les ressources énergétiques et les conflits en Asie centrale, et pour contribuer aux efforts de consolidation de la paix des organismes canadiens et internationaux à l'œuvre dans cette région.

EUROPE

Festival « Peace Olympia » pour les enfants

Le Programme de la sécurité humaine a contribué à l'organisation du festival Peace Olympia, tenu à Olympie et Delphes, en Grèce, en juillet 2001. Deux cents enfants d'Europe et du Moyen-Orient ont participé à un programme comprenant des compétitions sportives et un festival d'œuvres d'art, qui visait à stimuler la coopération parmi des enfants appartenant à diverses nationalités et traditions ethniques et culturelles.

CANADA

Conférence sur les enfants touchés par la guerre

La Conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre s'est déroulée à Winnipeg en septembre 2000. La rencontre, qui a permis aux jeunes participants d'engager un débat avec divers dirigeants politiques et de prendre des décisions sur la question des enfants touchés par la guerre, a débouché sur l'adoption d'un plan d'action international détaillé.

Winnipeg, Manitoba : Graça Machel, l'Experte du Secrétaire-Général de l'ONU sur la question de l'impact des conflits armés sur les enfants, en compagnie de jeunes participants à la Conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre. (2000)

Andrew Sikorsky



PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ HUMAINE

Coordination et responsabilités



Coordination

- Au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), la Direction de la consolidation de la paix et de la sécurité humaine gère le Programme de la sécurité humaine en collaboration avec la Direction de la sécurité régionale et du maintien de la paix et avec d'autres ministères fédéraux qui se consacrent à la promotion de la sécurité humaine.
- Le Programme de la sécurité humaine convoque régulièrement les membres du comité consultatif du programme, un organe interministériel de haut niveau créé pour contribuer à la cohérence des politiques et à la complémentarité des programmes. Présidé par le MAECI, ce comité est composé de représentants de plusieurs autres organismes fédéraux, y compris l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le ministère de la Défense nationale, le ministère du Patrimoine canadien, le ministère du Solliciteur général et la GRC.
- Le Groupe de travail sur la consolidation de la paix se réunit à chaque mois pour stimuler les synergies entre les programmes et éviter le chevauchement opérationnel des activités entre les divers ministères fédéraux qui jouent un rôle dans le domaine de la sécurité humaine. Le groupe se compose de représentants des directions du MAECI qui s'occupent de la consolidation de la paix et du renforcement de la sécurité humaine, de l'Unité pour la consolidation de la paix de l'ACDI, du ministère de la Défense nationale et d'autres organismes fédéraux, ainsi que du Centre de recherches pour le développement international.

Responsabilités

- Les directions concernées du MAECI font l'examen des projets proposés lors de leurs réunions habituelles, puis les communiquent aux autres ministères et aux missions à l'étranger pour obtenir leurs commentaires, avant de les soumettre à l'approbation du ministre des Affaires étrangères ou de la direction du ministère.
- Conformément aux règles établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor, le Programme de la sécurité humaine est assujéti à un régime de vérification de la gestion et de l'emploi des ressources qui est axé sur les résultats, ainsi qu'à un régime d'évaluation des risques.
- Un examen de mi-parcours des réalisations du Programme de la sécurité humaine, effectué par des vérificateurs de l'extérieur, a été entrepris en 2002. Les résultats de cet examen seront connus au début de 2003.
- Le Programme de la sécurité humaine a fait l'objet d'une vérification interne en 2001. On peut consulter les résultats à l'adresse suivante : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/departement/auditreports/2002/humansecurityprog02-fr.asp>
- Environ 10 % des récipiendaires de l'aide financière du Programme de la sécurité humaine font l'objet d'une vérification chaque année.

doc
CA1
EA192
2002R21
EXF



Report on Canada's Human Security Program

2000-01 and 2001-02



Canada's human security agenda:

Protection of civilians

Strengthening legal norms, increasing international capacity and building political will to reduce the human costs of armed conflict

Conflict prevention

Strengthening the capacity of the international community to prevent and resolve violent conflicts

Public safety

Building international expertise and capacity to counter growing cross-border threats from drug trafficking, criminal activity and terrorism

Governance and accountability

Fostering improved accountability of public and private sector institutions for democracy and human rights, and improved international capacity to hold perpetrators of serious human rights violations accountable to justice

Peace support operations

Bolstering the capacity of the international community for a broader range of peace support operations to meet changing requirements

Research and communications

Increasing Canadian and international awareness and understanding of human security issues

■ Human security

Canada's human security agenda focusses on protecting people from pervasive threats to their rights, safety and lives, with a particular focus on protecting people from threats of violence. The human security approach places people at the centre of security policy, complementing the traditional emphasis on the security of states. It encompasses a spectrum of approaches to prevent and resolve violent conflicts, to protect civilians where conflicts exist and to increase the capacity of states to enhance security for their populations.

■ Human Security Program

The Human Security Program of Canada's Department of Foreign Affairs and International Trade was established to address challenges to human security, fulfilling a commitment made by the Government of Canada in the 1999 Speech from the Throne. This five-year, \$50 million program invests strategically in domestic capacity building, diplomatic leadership and advocacy, multilateral mechanisms and country-specific initiatives that strengthen the global community's ability to respond to threats to human security. Since its inception in June 2000, the Human Security Program has supported over 250 projects in Canada and internationally.

Applications to the Human Security Program are accepted from Canadian and international organizations. For information, please contact:

Human Security Program

Department of Foreign Affairs and International Trade

125 Sussex Drive, Ottawa, ON K1A 0G2 CANADA

E-mail: human.security@dfait-maeci.gc.ca

Web: www.humansecurity.gc.ca



Roger LeMoynes/CIDA

Cover photo: Refugees from Afghanistan at Nasir Bagh refugee settlement, Peshawar, Pakistan. (2000)
Photo by UNHCR/R. LeMoynes

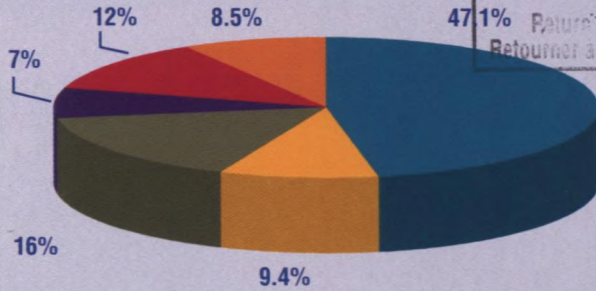
Kosovars are admitted into Macedonia at the Blace border crossing in the first days of the NATO air campaign against Yugoslavia, March 1999.

.63688148 (F)
.6368815X (F)

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
MAR 30 2004
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Funding by thematic priority

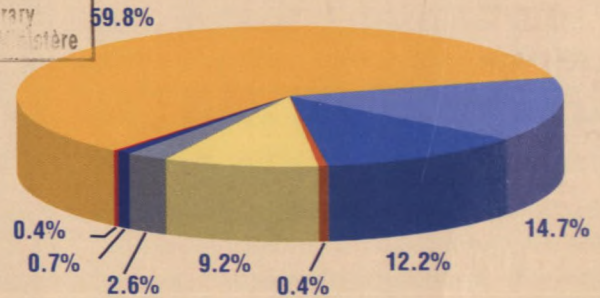
FY 2000/2001



FY 2000-01 Thematic Priorities	Disbursements	Number of projects
Protection of Civilians	4,344,869	15
Peace Support Operations	863,178	6
Conflict Prevention	1,480,788	20
Public Safety	649,186	5
Governance & Accountability	1,107,895	20
Research and Communications	788,087	14
Total	\$ 9,234,003	80

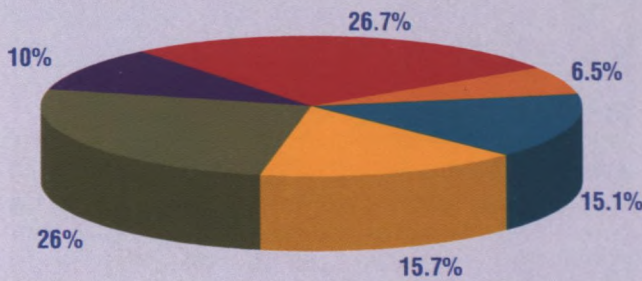
Funding by geographic priority

FY 2000/2001



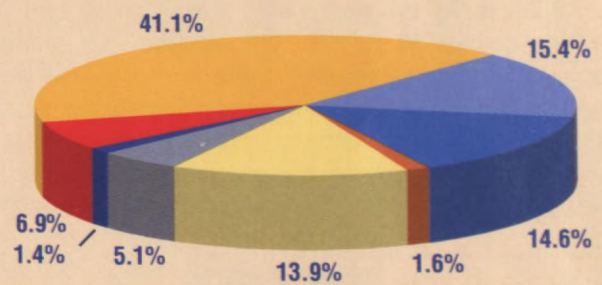
FY 2000-01 Geographic Priorities	Disbursements	Number of projects
Africa	1,126,466	19
Eastern Europe and FSU	42,000	3
Latin America	846,000	15
Middle East	242,100	3
North Asia	65,950	2
South Asia	35,000	3
Multilateral	5,522,987	18
Canada	1,353,500	17
Total	\$ 9,234,003	80

FY 2001/2002



FY 2001-02 Thematic Priorities	Disbursements	Number of projects
Protection of Civilians	1,475,072	17
Peace Support Operations	1,537,929	16
Conflict Prevention	2,546,342	37
Public Safety	982,628	14
Governance & Accountability	2,614,226	39
Research and Communications	633,685	5
Total	\$ 9,789,883	128

FY 2001/2002



FY 2001-02 Geographic Priorities	Disbursements	Number of projects
Africa	1,429,995	31
Eastern Europe and FSU	155,568	8
Latin America	1,365,237	16
Middle East	496,870	11
North Asia	131,526	2
South Asia	675,575	15
Multilateral	4,025,451	33
Canada	1,509,661	12
Total	\$ 9,789,883	128

66395-257(61) 66395261(A)

Projects funded by the Human Security Program

Thematic examples

GOVERNANCE AND ACCOUNTABILITY

International Criminal Court

The International Criminal Court (ICC) is the first permanent international institution with jurisdiction to try individuals for genocide, crimes against humanity and war crimes. Canada played a leadership role in the adoption of the Rome Statute of the International Criminal Court in July 1998. In 2000, true to its commitment to establish a strong and effective Court, the Department launched an ICC Campaign (on-line at: www.icc.gc.ca). Since then, through the Human Security Program, Canada's ICC Campaign has sponsored more than 18 conferences, seminars and workshops in every region of the world to build capacity for countries to ratify the Rome Statute and implement their obligations to the Court. The Rome Statute entered into force on July 1, 2002.

PEACE SUPPORT OPERATIONS

Gender and peace support training

The United Kingdom and Canada, through the Human Security Program, collaborated on a gender training course for military and civilian personnel involved in peace support operations (on-line at: www.genderandpeacekeeping.org). This adaptable, two-and-a-half day course explores gender-sensitive approaches to peacebuilding and peacekeeping, dealing with such issues as international humanitarian law, sexual violence and internal displacement.

PROTECTION OF CIVILIANS

The Responsibility to Protect

Canada's Human Security Program launched the independent International Commission on Intervention and State Sovereignty (ICISS) in September 2000 to begin building a new global consensus on a human protection role for the international community. The Commission's final report, *The Responsibility to Protect* (on-line at: www.iciss-ciise.gc.ca), offers a constructive new approach to the issue based on the responsibilities of states to protect their own populations.



People sieve for diamonds at the Kabuebue mine in the village of Bakua Bowa, Democratic Republic of Congo. (2001)

CONFLICT PREVENTION

Kimberley Process on conflict diamonds

Canada is a leading proponent of the Kimberley Process, which seeks to create an international certification scheme to tighten controls over the trade in rough diamonds and prevent "conflict diamonds" from finding access to legitimate markets. Canada's Human Security Program organized and funded the March 2002 meeting of Kimberley Process officials in Ottawa.

PUBLIC SAFETY

Building counter-terrorism capacity

Canada's Human Security Program has supported the development of model legislation to help developing countries implement UN counter-terrorism conventions and UN Security Council Resolution 1373 on counter-terrorism. Carried out by the Commonwealth Secretariat, this initiative helped countries bring their domestic legislation in line with international norms.

RESEARCH AND COMMUNICATIONS

Canadian Consortium on Human Security

With support from the Human Security Program, the Canadian Consortium on Human Security (on-line at: www.humansecurity.info) brings together academic communities, civil society and officials from governments and international institutions to promote policy-relevant research on human security.

Projects funded by the Human Security Program

Regional examples

LATIN AMERICA

Conference on human rights in the Americas

The Human Security Program helped NGOs from throughout the Americas participate in a conference which coincided with the General Assembly of the Organization of American States in June 2001. The conference, organized by the Inter-American Institute for Human Rights, sought to develop and reinforce the systematic protection of human rights in the Hemisphere.

MIDDLE EAST

Human rights training for judges and police in Jordan

With support from the Human Security Program, the Royal Human Rights Commission of Jordan trained Jordanian judges and police on their international human rights obligations, including their relationship with Islamic Sharia law.

AFRICA

Using radio to build peace in Liberia and Sierra Leone

The Human Security Program supported the work of Talking Drum Studios in Liberia and Sierra Leone which produce radio programming and support community outreach to bring about reconciliation and an environment for peace.

SOUTH ASIA

Tackling the small arms problem in South Asia

With support from the Human Security Program, the NGO South Asia Partnership organized a series of national consultations and a regional meeting for civil society in South Asia to prepare for the 2001 UN Small Arms Conference and to encourage greater national and regional action on the problem of small arms proliferation.

NORTH ASIA

Fostering dialogue on oil and conflict in Central Asia

The Human Security Program supported a project by Alternatives, a Montreal-based NGO, to foster debate on energy resources and conflict in Central Asia, and to inform Canadian and international peacebuilding efforts in the region.

EUROPE

Peace Olympia Festival for Children

The Human Security Program supported the Peace Olympia Festival for Children held at Olympia and Delphi, Greece, in July 2001. Some 200 children from communities in Europe and the Middle East took part in a sport competition and an art festival to foster co-operation among children of different national, ethnic and cultural backgrounds.

CANADA

International Conference on War-Affected Children

Canada hosted the International Conference on War-Affected Children in Winnipeg in September 2000. The conference involved youth and political leaders in discussions and decision-making on the issue and resulted in a detailed international action plan.

The UN Secretary-General's Expert on the Impact of Armed Conflict on Children, Graça Machel and youth participants at the International Conference on War-Affected Children, Winnipeg 2000.

Andrew Sikorsky



HUMAN SECURITY PROGRAM: Coordination and accountability



Coordination

- The Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) Peacebuilding and Human Security Division manages the Human Security Program, in cooperation with the Department's Regional Security and Peacekeeping Division and other government departments involved in promoting human security.
- The Human Security Program regularly convenes a Program Advisory Committee, a senior level interdepartmental committee that promotes policy coherence and encourages program complementarity. Chaired by DFAIT, the Committee includes representation from several other government departments, including the Canadian International Development Agency, Department of National Defence, Department of Canadian Heritage, Solicitor General and the RCMP.
- The Peacebuilding Working Group meets monthly to promote program synergy and avoid duplication of activity at an operational level among government departments involved in human security. The Group includes representation from DFAIT divisions involved in peacebuilding and human security, the Canadian International Development Agency Peacebuilding Unit, the Department of National Defence and other government departments, as well as the International Development Research Centre.

Accountability

- Human Security Program project proposals are screened at regular meetings of DFAIT divisions involved in promoting human security and circulated interdepartmentally and to missions overseas for comment, before they are submitted for approval either to the Minister of Foreign Affairs or senior management.
- The Human Security Program operates under a Results-Based Management and Accountability Framework and a Risk-Based Audit Framework as mandated by the Treasury Board of Canada Secretariat.
- Outside evaluators are conducting a mid-term performance review of the Human Security Program in 2002. Results are expected in early 2003.
- An internal audit of the Human Security Program was conducted in 2001. Results are available on-line at: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/department/auditreports/2002/humansecurityprog02-en.asp>
- Approximately 10% of Human Security Program project recipients are audited every year.